

Mesures du budget de 2019 pour réaffirmer les engagements du Canada envers les plus vulnérables



Mémoire écrit pour les consultations prébudgétaires en
prévision du budget de 2019

Par : Vision Mondiale Canada

Recommandations de Vision Mondiale pour le budget de 2019

- **Recommandation 1 :** Que le gouvernement réaffirme son engagement de 2 milliards de dollars pour l'enveloppe de l'aide internationale pris dans le budget de 2018, et indique clairement qu'il est résolu à augmenter l'aide internationale, après 2023-2024, afin de veiller à l'atteinte des objectifs de développement à long terme du Canada.
- **Recommandation 2 :** Que le gouvernement indique comment la nouvelle somme additionnelle de 2 milliards de dollars réservée à l'aide internationale qui a été annoncée dans le budget de 2018 sera affectée, notamment :
 - **Recommandation 2.1 :** Que le gouvernement affecte une proportion de la nouvelle somme de 400 millions de dollars réservée à l'enveloppe de l'aide internationale en 2020-2021 à la santé et à la nutrition des femmes, des enfants et des adolescents en 2020-2021. De plus, le budget de 2019 devrait montrer que des engagements futurs sont nécessaires, après 2020, en ce qui concerne la santé et la nutrition des femmes, des enfants et des adolescents. Après 2020, le financement actuel du gouvernement sera temporisé.
 - **Recommandation 2.2 :** Que le gouvernement double l'assistance à long terme dans des contextes fragiles, en augmentant le soutien financier du Canada en ce qui concerne les approches de développement à long terme dans ces contextes, afin que le pays devienne l'un des trois principaux donateurs dans au moins la moitié des pays fragiles identifiés à l'échelle mondiale au cours des trois prochaines années.
 - **Recommandation 2.3 :** Que le gouvernement réaffirme qu'une somme de 200 millions de dollars, tirée de l'enveloppe de 400 millions de dollars réservée à l'éducation des filles lors de crises, sera constituée de nouveaux fonds additionnels affectés à l'enveloppe de l'aide internationale, qui s'ajoutera à la hausse de 2 milliards de dollars annoncée dans le budget de 2018.

À une époque où la productivité et la compétitivité du Canada sont intimement associées à des structures politiques et commerciales mondiales, et où elles sont remises en question par une instabilité politique et économique de plus en plus complexe, le budget fédéral du Canada doit faciliter un leadership canadien stable, inspirant et collaboratif sur la scène mondiale. Pour pouvoir agir clairement et assurer un rendement de l'investissement aux partenaires du Canada et aux Canadiens, il faut continuer d'investir, et augmenter l'investissement, dans l'aide internationale qui vise principalement les plus vulnérables dans des contextes fragiles, y compris l'avancement de l'égalité entre les sexes.

Nous sommes heureux aujourd'hui de **présenter ce mémoire prébudgétaire** pour appuyer nos recommandations sur la façon dont le Canada peut réaliser cette vision essentielle.

Recommandation 1 : Que le gouvernement réaffirme son engagement de 2 milliards de dollars pour l'enveloppe de l'aide internationale pris dans le budget de 2018, et indique clairement qu'il est résolu à augmenter l'aide internationale, après 2023-2024, afin de veiller à l'atteinte des objectifs de développement à long terme du Canada.

Le budget fédéral de 2018 comprenait un chapitre plus étoffé sur le développement international par rapport aux budgets précédents. Il indiquait notamment ce que le Canada fait pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) et pour **mettre en œuvre sa Politique d'aide internationale féministe**. Nous sommes ravis de constater que ce chapitre comprenait un engagement, dès 2018-2019, de 2 milliards de dollars de nouveaux fonds additionnels, répartis sur cinq ans, réservés à l'enveloppe de l'aide internationale. Il s'agit d'un pas important dans la bonne direction pour assurer **une aide internationale durable à long terme**. Des engagements à long terme prévisibles sont essentiels pour exécuter le **mandat mondial du Canada**, qui est de joindre les plus vulnérables dans des contextes fragiles, et pour permettre au Canada de **contribuer, de manière considérable, à l'atteinte des ODD**.

Cependant, nous savons d'une somme **additionnelle évaluée à 5 à 7 billions de dollars américains sera requise pour atteindre les ODD**. Selon les estimations, la communauté internationale aura besoin d'**environ le double du volume de financement public concessionnel international**, y compris l'Aide publique au développement (APD), pour atteindre les ODD¹. Tandis que d'autres sources de financement, notamment le secteur privé, seront requises pour atteindre les ODD, l'ADP est un morceau essentiel du casse-tête. Le fardeau financier sera amoindri s'il est réparti parmi tous les pays à revenu élevé².

En plus de joindre les personnes les plus vulnérables dans les pays en développement, et d'aider à accroître la capacité à l'étranger, les investissements dans l'aide internationale sont une bonne

¹ <http://www.sustainablegoals.org.uk/funding-the-sdgs/>

² Ibidem.

chose pour le Canada et les Canadiens. Selon des études³ récemment réalisées concernant les dépenses consacrées par d'autres pays à l'aide, y compris le Royaume-Uni, il existe des liens positifs entre de telles dépenses, la croissance économique nationale, ainsi qu'une réduction des conflits entre le pays bénéficiaire et le pays donateur.

Plus particulièrement, une analyse des dépenses bilatérales du Royaume-Uni consacrées à l'aide a montré que chaque dollar dépensé entraîne une hausse de 0,22 \$ des exportations du pays.

Pour **nourrir les ambitions du Canada**, nous recommandons au gouvernement du Canada de **réaffirmer**, dans son budget de 2019, ses **engagements actuels**, et d'indiquer clairement qu'il a l'intention de continuer à augmenter ses investissements après 2023, année où les engagements pris dans le budget de 2018 doivent prendre fin.

Recommandation 2 : Que le gouvernement indique comment la nouvelle somme additionnelle de 2 milliards de dollars réservée à l'aide internationale qui a été annoncée dans le budget de 2018 sera affectée, plus précisément en ce qui concerne la santé des femmes et des enfants, les contextes fragiles et l'éducation pour les filles lors de crises.

Recommandation 2.1 : Que le gouvernement affecte une proportion de la hausse de l'EAI de 2020-2021 à la santé et à la nutrition, et qu'il montre que des engagements futurs sont nécessaires, après 2020, en ce qui concerne la santé et la nutrition des femmes, des enfants et des adolescents, puisque le financement actuel du gouvernement prendra fin en 2020.

Sur le plan historique, le Canada est un chef de file en matière de santé et de nutrition des femmes et des enfants. Lors du Sommet du G7 de 2010, à Muskoka, le Canada a aidé à mobiliser 3,5 milliards de dollars auprès des leaders, à l'appui de l'Objectif du Millénaire pour le développement, afin de réduire de façon drastique les taux de mortalité chez les mères et les enfants à l'échelle mondiale. Pour **améliorer ces résultats**, en mars 2017, le gouvernement a annoncé une somme de 650 millions de dollars pour la santé et les droits sexuels et reproductifs, en plus d'avoir lancé un cadre stratégique clair dans la Politique d'aide internationale féministe, et d'avoir pris de nouveaux engagements financiers pour assurer l'autonomie et les droits des femmes et des filles. Il s'agit d'engagements intéressants qui ont une **incidence sur la vie des personnes les plus vulnérables**, principalement les femmes et les filles.

En raison de notre vaste expérience de travail auprès des femmes et des enfants, nous avons observé d'importantes améliorations à la vie des individus et dans leurs communautés. **Même si des progrès ont été réalisés, il reste encore du travail considérable à faire.** Les

³ M. Mendez-Parra, et D. Willem de Velde (2017a). Aid, exports, and employment in the UK. ODI Briefing Note, Overseas Development Institute. <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/11521.pdf>

statistiques demeurent inacceptables : près de six millions d'enfants de moins de cinq ans meurent, chaque année, de maladies évitables, et 800 femmes meurent, chaque jour, de complications lors d'une grossesse et d'un accouchement. Nous savons qu'offrir un accès à des services de santé et de nutrition de base aux jeunes enfants, aux adolescentes et aux femmes enceintes est une condition préalable pour avoir une vie saine et être autonome. **Par exemple, la malnutrition coûte, à l'économie mondiale, 3,5 billions de dollars chaque année. Chaque dollar investi dans la nutrition offre un rendement d'environ 16 \$.** Les engagements actuels du gouvernement en matière de santé et de nutrition devraient prendre fin en 2019-2020.

Selon des économistes éminents, **pour atteindre les cibles de l'ODD en matière de santé et de nutrition, il faudrait de nouveaux investissements augmentant au fil du temps, passant d'une somme initiale de 134 milliards de dollars américains à 371 milliards de dollars américains par année⁴.** Cela réitère la nécessité de prendre des engagements concernant les hausses à long terme de l'aide internationale.

Nous recommandons qu'une proportion de la nouvelle somme de 400 millions de dollars réservée à l'enveloppe de l'aide internationale en 2020-2021 soit **affectée à la santé et à la nutrition des femmes, des enfants et des adolescents en 2020-2021. En outre, le budget de 2019 devrait montrer que des engagements futurs sont nécessaires, après 2020, en ce qui concerne la santé et la nutrition des femmes, des enfants et des adolescents. Après 2020, le financement actuel du gouvernement sera temporisé.** Cela permettra de veiller à ce que les répercussions soient maintenues, de manière continue, et qu'elles contribuent, de manière significative, aux priorités du gouvernement concernant l'égalité entre les sexes et l'autonomie des femmes et des filles.

Recommandation 2.2 Que le gouvernement double l'aide à long terme dans les contextes fragiles.

Malgré une hausse considérable de l'aide humanitaire à l'échelle mondiale, il existe encore un écart évalué à 15 milliards de dollars américains chaque année. De plus, la durée des crises humanitaires augmente; plus de 90 % des appels humanitaires durent désormais moins de 3 ans. En moyenne, ils durent 7 ans. En outre, les familles victimes de conflits prolongés peuvent passer, en moyenne, 26 années à titre de réfugiés ou de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays; **les enfants peuvent passer la totalité de leur enfance dans une situation d'insécurité chronique.**

Dans ce contexte caractérisé par un besoin croissant, nous sommes ravis que le gouvernement du Canada reconnaisse l'importance de l'aide humanitaire durable et accrue. L'intervention du Canada lors de catastrophes humanitaires représente un domaine qui gagne en importance sur le plan fiscal. La création d'un **fonds distinct** de 738 millions de dollars par année pour l'aide

⁴ <http://www.who.int/fr/news-room/detail/17-07-2017-who-estimates-cost-of-reaching-global-health-targets-by-2030>

humanitaire fait en sorte que le budget réservé à l'intervention humanitaire va de pair avec les dépenses typiques faites au cours des dernières années.

Tandis que ces précisions concernant l'aide humanitaire sont les bienvenues, en raison des défis structurels, politiques, économiques et sociaux immenses auxquels les états fragiles font face, le Canada doit **doubler**, non seulement l'aide humanitaire d'importance vitale, mais aussi **l'aide à plus long terme dans les contextes fragiles, afin d'aider à combler l'écart entre l'aide humanitaire et les efforts généraux en matière de développement**. Selon notre expérience, nous savons que le fait de joindre les personnes qui ne reçoivent pas actuellement d'aide et d'axer notre travail en matière de développement dans les contextes fragiles est plus coûteux. Par exemple, les coûts associés à l'éducation d'un enfant lors d'une crise atteignent, en moyenne, 156 \$ par enfant. Présentement, les ressources nationales représentent au moins 43 \$ par enfant. Il existe donc un écart financier de 113 \$ par enfant. En outre, lors de crises humanitaires, les femmes, les adolescents et les enfants représentent au moins 75 % des personnes déplacées.

Nous recommandons au Canada **d'augmenter son soutien financier en ce qui concerne les approches de développement à long terme dans les contextes fragiles, afin que le pays devienne l'un des trois principaux donateurs dans au moins la moitié des pays fragiles identifiés à l'échelle mondiale au cours des trois prochaines années**. Une telle hausse permettrait d'exécuter directement le mandat de la ministre du Développement international et de la Francophonie, qui est de « recentrer l'aide en matière de développement du Canada vers les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables ainsi qu'à soutenir les États fragiles ».

Recommandation 2.3. Que le gouvernement réaffirme ses engagements dans le cadre du G7, soit d'assurer l'éducation des filles lors de conflits et de crises.

En plus des nouveaux fonds additionnels consacrés à l'EAI dans le budget de 2018, le Canada a pris une autre mesure importante lors du Sommet du G7 de juin. Tout comme nos partenaires, nous sommes ravis de prendre part à la **décision historique** du Canada, qui a annoncé une somme totale de 3,8 milliards de dollars américains. De cette somme, **400 millions de dollars seront versés par le Canada à l'appui de l'éducation des filles lors de conflits et de crises**. Ces fonds et les engagements politiques énumérés dans le communiqué des leaders et la Déclaration de Charlevoix sur l'éducation de qualité pour les filles, les adolescentes et les femmes dans les pays en développement qui l'accompagnait vont de pair avec la Politique d'aide internationale féministe qui vise les femmes et les filles dans des contextes fragiles. Cela montre aux partenaires du Canada qu'il prend au sérieux son engagement en matière d'égalité entre les sexes et d'autonomie des femmes.

Nous sommes fiers de prendre part à cette initiative. Nous recommandons au Canada qu'il **réaffirme**, dans son budget de 2019, **qu'une somme de 200 millions de dollars de l'enveloppe de 400 millions de dollars sera constituée de nouveaux fonds**

additionnels pour l'enveloppement de l'aide internationale, qui s'ajoutera à la hausse de 2 milliards de dollars annoncée dans le budget de 2018.

Résumé

Dans le budget de 2019, le Canada a l'occasion de montrer son avantage concurrentiel à l'échelle mondiale, en exprimant clairement, de manière ambitieuse, les mesures additionnelles à prendre en matière d'aide internationale, afin qu'elle ait des répercussions à long terme. Selon notre vaste expérience à titre d'organisme mondial de développement, de secours et de défense des droits, nous savons que des investissements accrus plus risqués sont souvent nécessaires pour joindre les personnes qui en ont le plus besoin. En établissant un cadre stratégique clair, et en prévoyant de nouveaux fonds additionnels pour l'aide internationale, le Canada fait preuve de leadership sur la scène mondiale. Ces mesures permettront vraiment de sauver davantage de vies, de promouvoir les droits des personnes les plus vulnérables, de renforcer les communautés, de lutter contre l'inégalité systémique, d'éduquer un nombre accru de filles, et de réduire les conflits, créant ainsi un monde plus sécuritaire et plus prospère, tout en offrant un rendement évident au Canada et aux Canadiens.

Pour discuter plus amplement de ces recommandations, nous aimerions avoir l'occasion de témoigner devant le Comité des finances, au cours de la période des consultations prébudgétaires de l'automne 2018.

Merci de nous avoir donné l'occasion de contribuer à l'élaboration du budget fédéral de 2019 et de prendre en considération nos recommandations.



Photo de couverture : ©2017 Vision Mondiale/photo de Jon Warren

Vision Mondiale est une organisation chrétienne de secours, de développement et de représentation qui s'emploie à créer du changement durable dans la vie des enfants, des familles et des collectivités, qu'il aide à surmonter la pauvreté et l'injustice. Inspirée par les valeurs chrétiennes, Vision Mondiale s'est engagée à travailler auprès des personnes les plus vulnérables de la planète, indépendamment de leur religion, de leur race, de leur ethnicité ou de leur sexe.

Coordonnées :	Bureau national :
Externalrelations@worldvision.ca	I, World Drive
401 – 151, rue Slater	Mississauga (Ontario) L5T Y4
Ottawa (Ontario) K1P 5H3	

